

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 15/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAT NITROGEN FRANCE

12, place de l'Iris
La Défense 2
92400 Courbevoie

Références : UDRD.2025.12.R.14
Code AIOT : 0005800607

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement LAT NITROGEN FRANCE implanté Rue de l'Industrie 76120 LE GRAND-QUEVILLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection inopinée du 20 novembre 2025 a été l'occasion pour l'inspection des installations classées de tester la mise en œuvre du plan d'opération interne par l'exploitant pour un accident survenant aux abords de l'unité opération ammoniac (OPAM).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAT NITROGEN FRANCE
- Rue de l'Industrie 76120 LE GRAND-QUEVILLY

- Code AIOT : 0005800607
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société LAT NITROGEN exploite un site de production d'ammoniac et de fertilisants azotés sur la commune de Grand-Quevilly.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- Plans d'urgence
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 5.8.2 de l'annexe 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice inopiné du 20 novembre 2025 en soirée a été l'occasion pour l'exploitant d'appliquer ses procédures de gestion de crise et de manœuvres d'intervention d'urgence à des horaires et des conditions météorologiques dégradés. Si l'exercice est considéré comme satisfaisant, notamment au niveau du gréement et de l'organisation du poste de commandement, l'inspection des installations classées propose toutefois des axes d'améliorations sur lesquelles il appartient à l'exploitant de mener une réflexion. Un retour d'expérience et plan d'action sont attendus avant fin février 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 5.8.2 de l'annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice inopiné
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans les études de dangers. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en oeuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I. en application de l'article 1er du décret 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R.181-54 du code de l'environnement. Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le

personnel (y compris les entreprises sous-traitantes ou présentes sur le site), les populations et l'environnement.

Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans les études de dangers.

Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant doit élaborer et mettre en oeuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :
- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

[...]

Constats :

Le 20 novembre 2025 à partir de 21h, l'inspection des installations classées, accompagnée du service départemental d'incendie et de secours (SDIS76), s'est présentée devant les installations de la société LAT NITROGEN afin de mener un exercice inopiné impliquant l'activation du plan d'opération interne (POI) de l'exploitant. Le scénario a visé une fuite d'ammoniac liquide au droit d'une tuyauterie située sur un rack, à plusieurs mètres de hauteur. L'exercice s'est achevé vers 23h30.

A l'issue de l'exercice inopiné et considérant les retours de chacun, l'inspection des installations classées formule les observations suivantes :

Points forts :

Au PC exploitant :

- le code couleur appliqué à la main courante
- bonne utilisation et complétude des fiches réflexes dédiées au scénario
- salle calme et bonne maîtrise pour ce niveau d'événement
- bonne rigueur et savoir être de l'agent en charge du rôle de commandant des opérations internes (COI)
- bonne maîtrise de l'événement par le chef de quart

- la réalisation de points de situation à l'arrivée de nouvelles fonctions au PC exploitant

Sur le terrain :

- rapidité d'intervention des véhicules de secours internes
- bon positionnement dos au vent de sorte qu'ils ne reçoivent pas les émanations toxiques du sinistre
- bonne puissance des moyens en eau, capables d'abattre l'émission de vapeurs en hauteur par la création d'un rideau d'eau
- moyens d'intervention (véhicules, lances, EPI, ...) adaptés
- nombre suffisant d'intervenants en fin d'exercice

Axes d'amélioration :

Au PC exploitant :

- il semble que l'appel du CODIS par l'automate CEDRALIS n'a pas été doublé d'un appel téléphonique par un agent
- absence d'horodatage des valeurs d'ammoniac mesurées et retranscrites sur le tableau
- nécessité de clarifier les numéros d'urgence de la préfecture / astreinte SIRACED-PC
- le tableau "Plan de gestion des actions à réaliser" est resté vide
- absence de tenue du comptage des personnes engagées
- des intervenants LAT NITROGEN sont restés sans chasubles permettant d'identifier leur fonction
- absence de qualification de la Seine comme cible potentielle de la pollution
- des questions posées sur la main courante sont restées en suspens

Sur le terrain :

- arrivée complexe de l'échelon d'évaluation du SDIS sur site, sonnette hors service, indécision du gardien sur leur accueil et absence de distribution de masque de fuite
- nombre insuffisant d'intervenants de secours en début d'exercice, ce qui allonge le temps de mise en œuvre du rideau d'eau
- formation insuffisante pour caler la lance, de sorte à limiter l'exposition au risque toxique des intervenants
- la lance est mise en eau tandis que le camion pompe tonne n'est pas alimenté par un poteau incendie, ce qui provoque l'assèchement de ses réserves en 4 minutes
- le camion pompe tonne est resté sans alimentation en eau durant une quinzaine de minutes dû à l'absence de la clé d'ouverture du poteau incendie le plus proche
- la lance à eau est dirigée directement sur la fuite, ce qui va à l'encontre de la procédure pour ce type de fuite (Fiche n°D.2.1 du POI : attaquer directement la fuite favorise l'évaporation du produit). Une manœuvre de rideau d'eau en amont de la fuite dans le sens du vent aurait permis d'abattre la phase gazeuse au sol pour en faciliter sa collecte et limiter son déport
- un appareil respiratoire isolant (ARI) s'est avéré fuyard
- absence d'identification de la manœuvre de récupération de la phase liquide et de l'utilisation des scaphandres (bien présents dans le véhicule d'intervention) : besoin de préciser le POI
- absence d'identification de la manœuvre sur le bâchage de fuite : besoin de préciser le POI sur les cas adaptés au bâchage et sur les autres manœuvres à mettre en place le cas échéant

- réflexion à mener sur l'intérêt de dispenser une formation de certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) aux pompiers internes du site, notamment vis-à-vis de la manipulation d'engins de levage en cas d'accident

Demande n°1 : l'exploitant transmettra ses conclusions, retour d'expérience et plan d'action associé **avant fin février 2026** en tenant compte des observations ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois